

# Evolution générale du secteur des télécommunications

## Denis Phan

Denis Phan fera une présentation d'ensemble. Il est enseignant à l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST) de Brest.

Denis Phan est auteur ou co-auteur de plusieurs ouvrages et notamment :

\* Economie des télécommunications et de l'Internet (Economica 2000) - 125 francs

\* La société de l'information : performances économiques et implications sociales (Communications & Stratégies - IDATE 1997) - 250 francs

\* Mutations des télécommunications, des industries et des marchés (Economica 1996) - 200 francs

([http://www-eco.enst-bretagne.fr/Membres\\_enstB/denis.html](http://www-eco.enst-bretagne.fr/Membres_enstB/denis.html))

(<http://www-eco.enst-bretagne.fr/~phan/>)

## Alan Eldred

Alan Eldred est britannique et siège au Comité de groupe européen de BT (ex-British Telecom). Il y représente le Communication Workers Union (CWU), le syndicat britannique des télécoms. Responsable d'un des syndicats locaux de Londres, Alan est également secrétaire national de la Broad Left, le courant de gauche au sein du CWU. En février 2001, il avait accordé l'interview suivante aux "Nouvelles du SUD", le journal aux adhérents de SUD-PTT.

### **Quelles revendications avancez-vous face au projet de filialisation de l'ensemble des activités de BT ?**

La direction de BT veut remettre en cause toute gestion centralisée du personnel. Elle renvoie à des négociations filiale par filiale.

Face à cela, le CWU se bat pour que le personnel de l'ensemble du groupe continue à être couvert par le même contrat de travail : classifications, durée du travail, congés, etc.

Le CWU fait de la possibilité de mobilité au sein du groupe une revendication centrale, car sinon des licenciements sont à redouter dans les secteurs les moins dynamiques.

### **Quelle est l'évolution des effectifs de BT ?**

En l'espace de dix ans, l'effectif de BT est passé de 215.400 personnes à 136.800, dont 126.000 au Royaume-Uni. Il n'y a pas eu à proprement parler de licenciement. Mais tout a été fait pour faire comprendre à certains salariés qu'ils étaient considérés comme en "sureffectif", surtout lorsqu'ils avaient plus de 50 ans.

### **Le CWU cherche-t-il à se développer en dehors de BT ?**

C'est pour nous une tâche essentielle. Il y va de l'avenir même du syndicalisme, en particulier si nous voulons nous développer parmi la jeunesse. Cela nécessite des moyens humains et financiers importants. C'est un des enjeux du prochain congrès national.

### **Qu'est-ce que la Broad Left ?**

La Broad Left, en français Gauche Large, a été créée il y a maintenant 26 ans en opposition au groupe droitier qui dirigeait à l'époque le CWU. Il s'agissait de promouvoir l'action revendicative, au lieu de passer des compromis défavorables aux salariés. Cet objectif a été en grande partie atteint : au sein du secteur des télécoms, les idées de la Broad Left sont aujourd'hui majoritaires parmi les militants, surtout chez les techniciens.

### **Sur quels axes pouvons-nous travailler en commun ?**

Il y a beaucoup de points d'accord entre la Broad Left et SUD-PTT. Malheureusement, le fait que SUD-PTT ne fasse pas partie de l'UNI ne facilite pas les choses. Certes, le fonctionnement actuel des structures de l'UNI est loin d'être satisfaisant : on y retrouve surtout des permanents nationaux. Mais, une des particularités du CWU, est d'y déléguer également des délégués locaux. Dans ces conditions, un travail en commun pourrait avoir lieu dans le cadre de l'UNI entre syndicalistes de SUD-PTT et du CWU.

### **Quels objectifs immédiats pouvons-nous nous fixer ?**

Il nous faut par exemple agir ensemble pour que le syndicalisme ait droit de cité dans deux filiales de France Télécom : Orange UK et Freeserve. La seule des trois filiale de France Télécom dans lequel le syndicalisme est actuellement reconnu est en effet le câblo-opérateur NTL.

## **Cherif Younouss DIANTE**

Militant syndicaliste sénégalais il représente pour ce colloque l'intersyndicale de la SONATEL, Société Nationale des Télécommunications du Sénégal, privatisée en 1997. France Télécom détient 42 % du capital de cette société et en est l'actionnaire principal.

Au moment qui a précédé la privatisation, les syndicats présents se sont constitués en intersyndicale qui fonctionne de manière quasi permanente : Syndicat des Travailleurs de la SONATEL (SYTS), Syndicat National des Travailleurs de la Poste et des Télécommunications (SNTPT) et le Syndicat National des Encadrants de la SONATEL (SYNES).

Ces 3 syndicats dépendent de confédérations différentes :

- Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal à laquelle est rattaché le SYTS
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal à laquelle est affilié le SNTPT
- Confédération Nationale des Cadres pour le SYNES

### **Axes de l'intervention de Cherif**

1 - Evolution du secteur :

- Evolution des télécommunications au Sénégal, conditions de la privatisation, cahier des charges fixé par l'état sénégalais aux opérateurs candidats ;
- Stratégie et axes prioritaires de France Télécom au Sénégal : non-respect du cahier des charges en matière de développement de service public (modernisation du réseau et désengorgement du trafic en zones urbaines, à Dakar en particulier, désenclavement économique des zones rurales... ), choix du développement des mobiles à travers la création d'une filiale.

2 - Stratégie syndicale

• au niveau national :

- Conséquences sur le personnel de la SONATEL : suppression d'emplois et organisation des départs volontaires, intéressement à l'ouverture du capital par la mise en place de l'actionnariat salarié (10% du capital de l'entreprise), absence de relations sociales constructives avec la direction générale de la SONATEL, conflits sociaux...

• au niveau international

- Stratégie d'alliance syndicale panafricaine avec les syndicats des opérateurs africains dont France Télécom détient ou pourrait par la suite détenir une partie du capital.